

FINANCES

FINANCE DU GOUVERNEMENT ET ACTIVITE COMMERCIALE

La démobilisation de l'armée canadienne est maintenant terminée et la cessation des organisations de guerre a un résultat grandement appréciable sur notre budget. La démobilisation seule a exigé une dépense de \$350,000,000 pendant l'année fiscale finissant le 31 mars 1920, tandis que l'année fiscale en cours ne demandera que \$38,000,000. La diminution des dépenses du gouvernement qui ont été ramenées de \$900,000,000 pour l'année dernière à \$537,000,000 pour cette année aura un effet capital sur les affaires. Il ne semble pas qu'on doive prévoir un supplément de dépenses de quelque importance car l'épluchage évident des crédits ordinaires peut être considéré comme une preuve de la détermination du Parlement de ne pas dépasser les limites des revenus provenant des taxes et autres sources ordinaires.

Voici d'ailleurs ce que dit, au sujet de l'effet produit par ces réductions sur le commerce en général, la lettre d'avril de la Banque Canadienne du Commerce.

"Un nouvel emprunt public qui n'augmente pas la capacité de production effective de la nation, ajouterait au fardeau de la feuille de taxe annuelle, qui doit être fortement augmentée si l'on veut couvrir les dépenses ordinaires avec le revenu courant. Les dépenses prévues pour l'année en cours se montent à \$537,000,000 y compris les charges fixes de \$159,743,511, dont une somme de \$142,281,000 est exigée par les charges de la dette publique qui ne se montaient qu'à \$14,000,000 pour l'année fiscale finissant en 1914. Les emprunts de l'année passée ont ajouté \$35,000,000 aux charges fixes, sous forme d'intérêts. Les services du gouvernement exigent \$281,000,000 et les dépenses de capital \$97,000,000. En dehors des dépenses de capital \$440,000,000 seront nécessaires, soit \$82,000,000 de plus que le revenu calculé pour l'année courante, et pour faire face aux dépenses de capital le gouvernement devra encore avoir recours à l'emprunt sur une grande échelle.

"Pendant cette année et l'année prochaine, il est tout ce qu'il y a de plus évident que la distribution de l'argent du gouvernement dans le Dominion se fera sur une échelle qui diminuera rapidement. Pendant la guerre et depuis son achèvement, pour répondre aux obligations qui en sont résultées, il a été nécessaire pour le gouvernement de faire appel au public sous forme de prêts et de taxes et la distribution de cet argent a créé et maintenu une demande phénoménale de marchandises que l'on ne peut compter voir durer à moins que le pouvoir d'achat qui en résulte ne soit remplacé par des fonds venant du commerce et de la production. Forcément les grands emprunts du gouvernement ont dû être faits en Canada et ceci est une circonstance heureuse car la majeure partie des intérêts payables cette année ira à des Canadiens et cela viendra augmenter les fonds

disponibles pour les placements. L'augmentation du taux de l'intérêt sur le capital non seulement encourage le placement à nouveau, mais elle tend à restreindre l'emprunt à des fins commerciales sérieuses ou de nécessité publique. Cette dernière tendance se manifeste actuellement et les provinces, les municipalités et les industries sont toutes très prudentes dans leurs dépenses de capital.

"L'effet produit sur les affaires par la cessation des dépenses de guerre du gouvernement apporte un intérêt extraordinaire au prochain rapport du budget, qui doit faire connaître la nature de la nouvelle taxation qui sera nécessaire, et aussi la ligne de conduite du gouvernement au sujet de la dépense de capital qui pourra être requise.

Dans la crainte de changes qui pourraient leur être défavorables, les commerçants qui vendent directement au consommateur font preuve de plus de prudence qu'à l'ordinaire et leurs achats sont de plus en plus limités à leurs besoins immédiats. Les distributeurs exigent que leurs comptes soient promptement réglés et les détaillants s'efforcent à faire leurs affaires au comptant. Ces faits indiquent une appréhension croissante d'une contraction du crédit, mais jusqu'à présent il n'y a aucun signe de baisse sérieuse dans les prix ou de diminution de la demande. Le marché manque d'articles de nouveauté plus aujourd'hui qu'il y a un an quoique les stocks accumulés pour les armées aient été écoulés. Les prix des textiles, excepté pour les toiles ont diminué dans les premiers mois de l'année dernière, mais depuis mai l'avance a été constante et ne s'est pas encore interrompue. Les fabricants canadiens de textiles trouvent dans le Dominion un marché répondant à leur production et n'ont pas cherché à vendre à l'étranger où les prix sont plus favorables que dans le domaine domestique."

LE MARCHÉ CANADIEN SE MAINTIEN BIEN MALGRE LES TERRIBLES BAISSSES DE WALL STREET

La tournure qu'a prise le marché des valeurs en Canada et à New-York ces jours derniers a laissé dans une certaine incertitude le public qui se demande s'il n'y a pas là le prélude d'une situation qui va causer une énorme anxiété dans les cercles financiers et industriels.

En dehors de la question des valeurs de Bourse, la constatation que les prix des commodités montaient de semaine en semaine et que l'augmentation constante des salaires dans toutes les branches de l'industrie entraînerait encore de nouvelles hausses des commodités, a depuis quelque temps diminué la confiance dans la situation. On a admis que tôt ou tard le tour devait venir et que la méthode d'élever le coût de la vie par des augmentations répétées de salaires ne pourrait pas continuer indéfiniment.

Les avis reçus des Etats-Unis font tous allusion à une baisse du prix des commodités. Reste à savoir si cette baisse est plus imaginaire que réelle ou si c'est une fluctuation plutôt que le commencement du déclin. En attendant elle sert d'argument pour justifier l'abaissement général du prix des valeurs.